

LE MONDE



**RAPPORT ANNUEL
2016**

9 PAYS, 138 PROJETS

CHANGER L'AVENIR

Des faits et des chiffres

Une aide locale pour des personnes qui prennent leur destin en main



« Nos partenaires misent sur de petites initiatives locales. »

Qui n'est pas touché par la détresse des migrants aux portes de l'Europe ? Pourtant, il ne faut pas oublier une chose : dans les pays du Sud, de nombreuses personnes vivant dans une extrême pauvreté luttent avec courage pour s'en sortir, grâce à un travail acharné et des activités économiques au niveau local. Elles comptent avant tout sur elles-mêmes, s'engagent dans la vie politique de leur village

et luttent pour changer leur avenir. Sur place, SWISSAID les aide à prendre leur destin en main.

Nos partenaires misent sur de petites initiatives locales. En Afrique, en Amérique latine et en Asie, ce sont des écoles d'agriculture, des coopératives, des associations de femmes, des groupes d'entraide qui, ici, construisent un puits, là, gèrent une banque de céréales. Ils tentent, grâce à l'agriculture écologique, de s'affranchir des coûteuses semences industrielles.

Ceux qui utilisent moins de pesticides s'en sortent à moindre coût. Un bon mélange de différentes cultures prévient pénurie alimentaire et famine. Leur diversité protège contre les catastrophes naturelles dues à la sécheresse, aux pluies torrentielles et à l'érosion des sols.

De plus, ceux qui s'organisent au niveau local peuvent mieux faire valoir leurs intérêts politiques. De meilleures écoles, des routes, un système d'alimentation en eau qui fonctionne et des dispensaires sont d'importants facteurs de survie en dehors des grandes villes.

Dans la réalisation de ses projets, SWISSAID met particulièrement l'accent sur la participation des femmes. Notre objectif est de produire dans le respect de la nature et d'accroître la fertilité des sols, avec du compost, des engrais naturels ou des déchets organiques. Ceux qui se construisent un avenir meilleur ne sont plus condamnés à fuir.

Rudolf Rechsteiner, économiste
Président de SWISSAID

En direct du terrain

4 En un coup d'oeil

NICARAGUA

6 OGM : combattre les vaines promesses

EQUATEUR

7 Des cochons d'Inde fournisseurs d'engrais

COLOMBIE

8 Etre père en Colombie

MYANMAR (BIRMANIE)

9 Des changements par l'exemple

INDE

10 Aider d'abord les plus vulnérables

TANZANIE

11 L'agriculture écologique pour s'en sortir

NIGER

12 Femmes : enfin leur propre argent

TCHAD

13 Karité : le beurre et l'argent du beurre

GUINÉE-BISSAU

14 Cultures de riz et d'oignons font bon ménage

RÉTROSPECTIVES EN SUISSE

15 Les OGM, bons pour les pays du Sud ?

RAPPORT DE PERFORMANCE 2016

16 Evaluation de l'ensemble des programmes

COMMENTAIRE, BILAN

18 Plus de revenus, plus de travail

MERCI !

20 Un immense merci à nos donateurs/trices et aux institutions



« L'aide doit aller aux plus pauvres. »

2016 a été importante pour l'aide au développement, puisque durant cette année, le Parlement a traité le message du Conseil fédéral sur la coopération internationale de la Suisse 2017-2020 et fixé son cadre financier. Les œuvres d'entraide, dont SWISSAID, ont dû monter au créneau pour défendre ce budget. Dans le cadre de son train d'économies, le Conseil fédéral avait en effet coupé drastiquement dans ces fonds. A l'origine, il était même prévu de réaliser un quart (!) des économies sur le dos de la coopération internationale au développement. L'objectif adopté par le Parlement d'affecter 0,5% du revenu national brut à la lutte contre la pauvreté n'a pas été atteint.

A hue et à dia

Paradoxalement, ceux-là mêmes qui exigent une « aide sur place » et veulent

Changer l'avenir durablement

Pour lutter efficacement contre la pauvreté, des moyens financiers sont nécessaires. En 2016, SWISSAID et l'organisation faitière Alliance Sud se sont engagées avec succès dans ce but. Mais des changements politiques sont également nécessaires.



réduire le nombre de réfugiés ou de migrants en Suisse sont aussi ceux qui réclament une diminution des fonds pour la coopération au développement. Alliance Sud a cependant été très efficace : notre organisation faitière, qui a lancé la pétition « Appel contre la faim et la pauvreté », était présente au Parlement et a informé sur l'import-

tance cruciale de l'aide au développement et a permis, avec d'autres, que les demandes de coupes drastiques ne soient pas approuvées par la majorité.

Certains parlementaires ont demandé de rattacher la coopération au développement à la politique de migration. Cette proposition est judicieuse si elle permet de s'attaquer aux causes de la migration que sont la pauvreté et le manque de perspectives. En revanche, poser des exigences en matière de politique migratoire aux Etats destinataires de l'aide au développement a peu de chances d'être fructueuse. Dans la plupart des pays, la Suisse joue un rôle politique trop marginal pour pouvoir exercer une pression. Et surtout : cette approche ne sert absolument pas la cause de ceux à qui l'aide est destinée, c'est-à-dire les plus pauvres. Ce sont eux qui doivent être au centre des préoccupations et bénéficier de la coopération au développement de la Suisse.

LANCEMENT DU PROCESSUS STRATÉGIQUE

Où en serons-nous fin 2024 ? Quelle direction voulons-nous prendre, quel sera notre rôle et quels objectifs voulons-nous atteindre ? Autant de questions auxquelles il n'est pas simple de répondre compte tenu du caractère imprévisible des évolutions politiques, économiques ou sociales et des défis considérables qui incombent à la coopération internationale. Afin de répondre à ces questions, nous avons lancé un processus stratégique en 2016 avec des analyses de contexte et l'évaluation des programmes (voir p. 16). Les objectifs seront définis dans leurs grandes lignes d'ici fin 2017, avant d'être affinés dans le cadre des programmes pays l'année suivante. Une chose est déjà certaine : nous nous appuyerons sur nos points forts et continuerons à soutenir des organisations de la société civile qui luttent en fonction de leurs propres critères, contre la pauvreté et les inégalités. Pour changer l'avenir durablement. (CM)

CAROLINE MOREL,
DIRECTRICE DE SWISSAID ET
PRÉSIDENTE D'ALLIANCE SUD

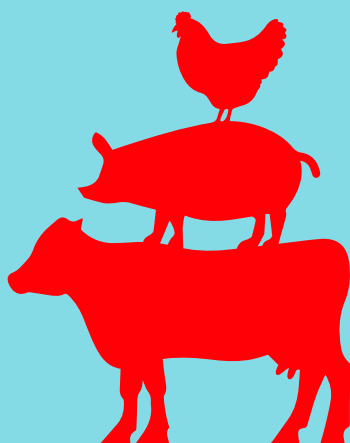
En un coup d'œil

Les chiffres en disent long. Surtout lorsqu'ils montrent clairement ce qui a pu être accompli en 2016 grâce aux généreux dons de milliers de personnes. Chaque don est précieux. Mille mercis !

29 703

femmes, hommes et enfants boivent de l'eau salubre ou peuvent irriguer leurs champs et leurs potagers.

Les parents n'ont plus à s'inquiéter pour la santé de leurs enfants, les filles peuvent aller à l'école au lieu d'aller chercher de l'eau, les femmes peuvent mener à bien d'autres activités. Et grâce à l'irrigation parcimonieuse des champs et des potagers, la récolte suffit pour toute l'année.



61

banques de bétail

ont été créées, développées ou gérées. Les membres d'une telle banque donnent chaque année une partie des jeunes animaux à des familles pauvres du village pour qu'au final, tous profitent de cette opportunité.



1382 groupes de femmes

ont reçu un soutien, que ce soit en tant que paysannes, responsables politiques locales ou commerçantes. Lorsqu'elles s'entraident, les femmes arrivent mieux à faire le premier pas pour changer leur avenir.



8627 hommes

participent activement à des ateliers visant à réduire la violence conjugale et à canaliser un machisme très répandu en Amérique latine.

Parrainages

2016 **503** parrainages « femmes »
2015

2016 **436** parrainages « agriculture bio »
2015

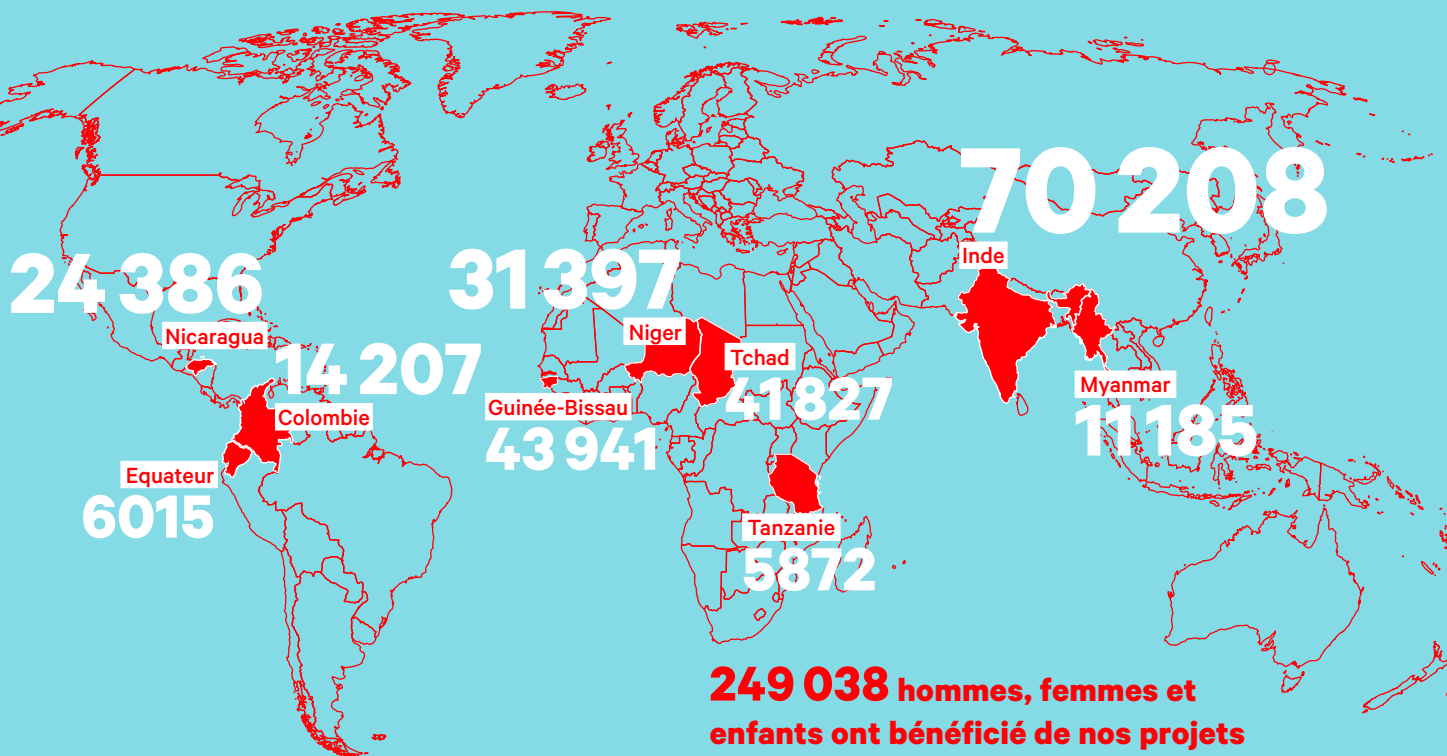
2016 **170** parrainages « eau »
2015

3529 femmes

ont suivi un cours d'alphabétisation

et savent aujourd'hui mieux lire, écrire et compter. Elles prennent confiance en elles, participent activement à la vie publique et disposent de davantage de revenus, car elles ne se font plus rouler dans leurs activités économiques.

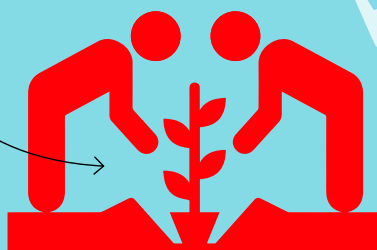




559

banques de semences et de céréales

garantissent aux familles de paysans l'accès à des semences locales parfaitement adaptées aux conditions climatiques pour les légumes et les céréales.



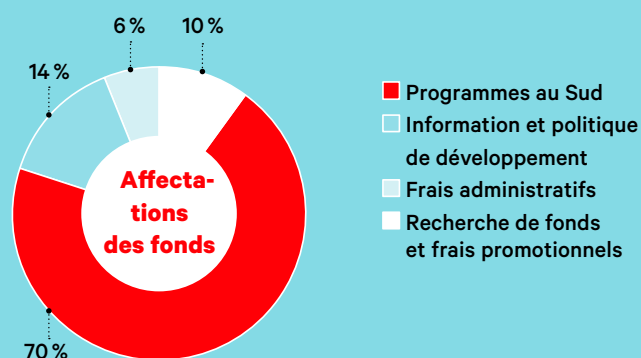
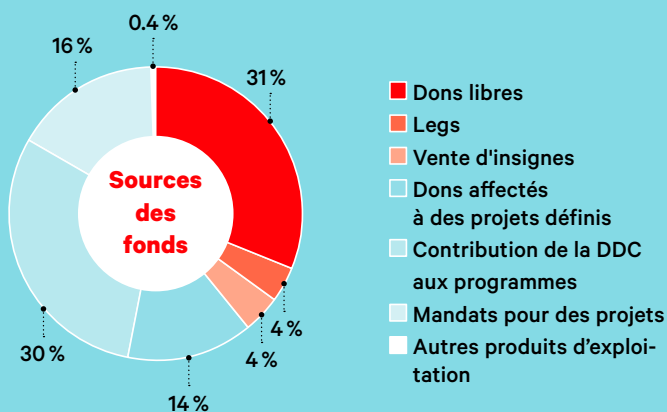
36 967

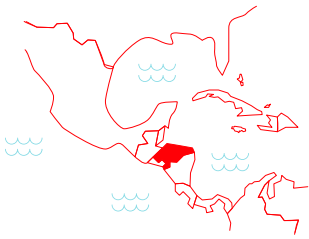
paysannes et paysans

connaissent, grâce à de nombreux cours, les méthodes de l'agroécologie et savent les mettre en pratique.

77 511 hommes et femmes cultivent pendant la saison sèche des potagers qui leur permettent de faire vivre leurs familles.

Sources et affectations des fonds





NICARAGUA
AMÉRIQUE CENTRALE
swissaid.ch/fr/nicaragua

OGM : combattre les vaines promesses

Au Nicaragua, des paysans luttent contre l'introduction de semences et de plantes génétiquement modifiées. Ils craignent pour la biodiversité et pour leur sécurité alimentaire.

LE NICARAGUA EN CHIFFRES

Projets en cours fin 2016	23
Projets approuvés en 2016	13
Montants dépensés (CHF)	1 451 483
Nombre de personnes directement bénéficiaires	24 386

« Nous refusons l'introduction de semences et de plantes génétiquement modifiées, car elles mettent en péril l'indépendance et la sécurité alimentaire des familles nicaraguayennes ! » Voici ce que l'Alliance pour les semences a rétorqué en mars, lors de sa conférence de presse, à l'Union des grands producteurs agricoles (UPANIC), qui avait réclamé l'importation de semences génétiquement modifiées (OGM). Cette conférence de presse a également donné la parole à deux paysans et à deux paysannes qui ont décrit leurs expériences positives avec des variétés de semences locales et ont attiré l'attention sur le risque de contamination et de destruction de la biodiversité présenté par les OGM.

Savoir plutôt que croire

Depuis 2006, l'Alliance pour les semences s'engage pour la reconnaissance, la préservation et le développement des variétés de semences locales et, donc, pour la protection de la biodiversité au Nicaragua. Soutenue par 6 réseaux nationaux et par SWISSAID, elle défend les intérêts d'environ 200 000 paysans et consommateurs. Initialement lancée en tant que campagne contre l'importation de plantes génétiquement modifiées, elle s'est imposée au fil du temps comme une spé-

cialiste renommée en matière d'agriculture durable.

Grâce à des essais en plein champ financés par SWISSAID, l'Alliance peut désormais prouver, à l'aide de données scientifiquement validées, que les variétés locales de maïs et de haricots, deux aliments de base, sont au moins aussi productives que les hybrides obtenus par sélection. Elles sont en outre moins exigeantes et plus résistantes aux aléas climatiques, ce qui rend la production moins coûteuse et plus fiable. Grâce à la diversité, il est possible de choisir les variétés qui poussent le mieux dans des conditions écologiques et climatiques extrêmement variables au niveau local.

Pour les petits paysans du Nicaragua, une chose est sûre : ils n'ont pas besoin de semences importées à haut degré de technicité et associées à des risques élevés. Ce qu'il leur faut, c'est un appui pour exploiter efficacement

et durablement les ressources existantes.

DANIEL OTT FRÖHLICHER,
RESPONSABLE DE PROGRAMME



VOTRE AIDE CONCRÈTE

Avec **32 francs**, vous permettez par exemple à un paysan au Nicaragua de participer à une foire aux semences où des variétés locales sont exposées, échangées et vendues. Avec **120 francs**, vous financez une rencontre regroupant un représentant des six réseaux nationaux de l'Alliance pour les semences.



Manifestation contre l'introduction d'OGM au Nicaragua.



EQUATEUR
AMÉRIQUE LATINE
swissaid.ch/fr/equateur

Des cochons d'Inde fournisseurs d'engrais

Avec l'agroécologie, c'est possible ! Grâce à des sols assainis, à des méthodes d'agriculture appropriées et à de petits rongeurs, des paysans remplissent leurs assiettes et leurs portefeuilles.

L'EQUATEUR EN CHIFFRES

Projets en cours fin 2016	11
Projets approuvés en 2016	6
Montants dépensés (CHF)	1 313 741
Nombre de personnes directement bénéficiaires	6015

Sur les hauts plateaux andins, les exploitations agricoles sont de petite taille, le climat est rude et la pluie se fait de plus en plus rare. Pour continuer à y vivre et à gagner leur vie décemment, les habitants ont besoin de stratégies adaptées au contexte, basées sur une utilisation optimale des maigres ressources.

L'agroécologie est l'une d'elles puisque cette technique d'agriculture permet de renoncer aux engrais chimiques et pesticides très onéreux, qui grèvent les budgets des familles paysannes, et donnent d'excellents résultats. C'est pourquoi, en 2016, SWISSAID a aidé 3 210 petits paysans, dont 60 % de femmes, à acquérir les connaissances nécessaires à la pratique d'une agriculture écologique, qui régénère des sols épuisés et produit une alimentation plus saine.

Dans la culture agroécologique, la composition et la fertilité des sols sont des facteurs déterminants. Les paysans y contribuent en y intégrant du compost, du fumier ou du « bokashi », une matière organique fermentée qui devient un engrais biologique de haute qualité. L'engrais vert à base de légumineuses et les cultures mixtes de fruits et de légumes garantissent en outre un sol plus sain, plus meuble et plus absorbant, qui peut stocker l'eau.



L'élevage de cochons d'Inde permet de fertiliser les sols, manger de la viande et augmenter ses revenus.

de 4 à 5 portées par an, de un à six petits chacune. Ils atteignent en outre la maturité sexuelle au bout de seulement dix semaines. Sur les hauts plateaux andins, les chances sont bonnes pour que ce « kit de démarrage » donne aux petits paysans les moyens de constituer des élevages : pour leur consommation, pour la vente et pour la fertilisation des champs.

PETRA ENGELHARD,
RESPONSABLE DE PROGRAMME

Cochons d'Inde : pas que mignons

Les cochons d'Inde jouent un rôle essentiel, puisqu'ils fournissent le fumier destiné à la fertilisation des champs. Dans la cuisine andine, ils représentent en outre une importante source de viande. Le marché est stable et, selon la taille, le prix de vente d'un animal varie entre 6 et 12 dollars.

C'est pourquoi, l'année dernière, 796 familles ont reçu chacune un mâle et trois femelles. A la condition de remettre, un an plus tard, le même nombre de rongeurs à une autre famille démunie. Les cochons d'Inde sont prolifiques : la femelle peut avoir



VOTRE AIDE CONCRÈTE

Avec **50 francs**, vous fournissez par exemple pour une famille en Equateur un « kit » composé d'un mâle et de 3 femelles pour démarrer un élevage de cochons d'Inde. Le fumier des animaux permet de produire de l'engrais qui permet d'améliorer les récoltes.



COLOMBIE
AMÉRIQUE LATINE
swissaid.ch/fr/colombie

Etre père en Colombie

Après 50 années de guerre, la construction d'une culture de la paix est prioritaire. Le projet « Une nouvelle image des hommes » y contribue.

LA COLOMBIE EN CHIFFRES

Projets en cours fin 2016	19
Projets approuvés en 2016	4
Montants dépensés (CHF)	1 160 854
Nombre de personnes directement bénéficiaires	14 207

Dans certaines parties de la région Caraïbe de Colombie, la population a énormément souffert des affrontements armés. Cette situation a encore aggravé la violence à l'encontre des femmes, qui est profondément ancrée dans la culture. Depuis quelques années, SWISSAID soutient dans cette région six groupes de base qui mènent des projets sur l'agroécologie et sur la promotion des droits de participation à la vie démocratique. Le projet « Une nouvelle image des hommes » s'appuie sur la confiance ainsi instaurée pour aborder des sujets personnels, voire intimes.

Citons par exemple : comment régler une dispute de couple sans avoir recours à la violence ? En tant que père, comment puis-je construire une relation de tendresse avec mon enfant ? Comment rester en bonne santé ?

Dans de nombreux ateliers, des psychologues et des travailleurs sociaux spécialisés ont soulevé ces questions, et d'autres similaires, utilisant pour cela des méthodes ludiques comme le théâtre, la danse, les jeux de rôles et les discussions. Les participant-e-s – tous membres des groupes de base mentionnés – ont ainsi compris par eux-mêmes que les rôles stéréotypés des hommes et des femmes ne sont pas innés et qu'ils peuvent les changer. Afin de sensibiliser le grand public, des



Changer les rôles stéréotypés entre hommes et femmes est possible, et permet de diminuer la violence conjugale et les conflits familiaux.

fêtes et des défilés ont été organisés pour lancer la campagne « Dans les Caraïbes, un macho ne vaut rien ! ».

S'affirmer en tant que père

Ces actions ont-elles porté leurs fruits ? A l'issue des ateliers, les résultats ont été analysés. D'après les indications des participant-e-s, la violence a diminué dans les familles et les hommes assument davantage leur rôle de père. Ainsi, Carlos Arrieta a raconté : « J'ai 20 ans et je suis devenu père récemment. Je n'y étais pas préparé et cela me faisait un peu peur. Maintenant, je fais tout mon possible pour être un père affectueux, même si je n'ai pas de modèle à suivre. » Les femmes ont en outre amélioré leur confiance en elles et prennent davantage de responsabilités dans les groupes de base, avec le soutien des hommes.

Afin d'assurer la pérennité du projet, les organisations partenaires ont créé des groupes d'hommes et des centres d'accueil qui offrent une première aide en cas de conflits familiaux. La collaboration avec des administra-

tions publiques sera encore davantage développée pour que cette approche soit intégrée à la politique locale.

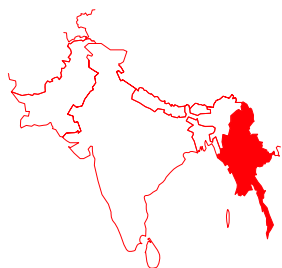
SABINA SCHMID,
RESPONSABLE DE PROGRAMME

colectivohombresymasculinidades.com



VOTRE AIDE CONCRÈTE

Avec **40 francs**, vous achetez en Colombie 10 chemises pour la promotion de la campagne « Dans les Caraïbes, un macho ne vaut rien ». Avec 60 francs, vous financez le transport pour les participants d'un « atelier contre la violence » d'une organisation de base avec des fonctionnaires.



**ÉTAT SHAN
MYANMAR**

swissaid.ch/fr/myanmar

L'agriculture écologique par l'exemple

L'introduction de nouvelles méthodes de culture, mieux adaptées au contexte, passe par l'exemple. Grâce à son engagement, un paysan a réussi à convaincre tout un village de passer à l'agriculture écologique.

LE MYANMAR EN CHIFFRES

Projets en cours fin 2016	14
Projets approuvés en 2016	8
Montants dépensés (CHF)	1 569 796
Nombre de personnes directement bénéficiaires	11 185

2016 a été une année très riche pour le programme de SWISSAID au Myanmar, avec le lancement d'un projet ambitieux dans l'Etat Shan. Objectif : améliorer les revenus des familles de petits paysans en misant sur un meilleur accès au marché et des méthodes de culture écologique, mieux adaptées au contexte. Des ressources importantes ont également été investies dans la formation d'organisations partenaires. Avec, à la clé, la création d'outils de formation qui pourront être utilisés dans d'autres projets de SWISSAID.

Une étude réalisée en 2016 a permis d'identifier les plantes offrant les meilleures perspectives aux paysans pour leur alimentation et la création de revenus. C'est ainsi le cas de graines oléagineuses, du thé, du gingembre et des arachides. Afin de mieux soutenir son partenaire dans l'Etat Shan, SWISSAID a ouvert un bureau dans la ville de Taunggyi, où une petite équipe s'est mise au travail.

Des micro-crédits pour lutter contre la pauvreté

Au Myanmar, SWISSAID s'est aussi vu confier un mandat important, d'un montant de 3,5 millions de francs, dans le secteur des micro-crédits. En collaboration avec deux autres organisations, nous assurerons, au cours des deux prochaines années, dans six régions du pays, l'octroi de prêts de petite

et de moyenne importance à des associations de la société civile, pour soutenir leurs activités dans le domaine de la lutte contre la pauvreté.

En outre, nous avons constaté des résultats encourageants en matière de production agricole. C'est ainsi que dans le nord du pays, un paysan est parvenu, dans le cadre d'un « champ d'essai », à convaincre l'ensemble des producteurs de son village à adopter une méthode de riziculture innovante et écologique appelée SRI (« System of Rice Intensification »). Le doublement de la récolte a convaincu même les plus sceptiques. A la place des engrais chimiques, les paysans misent désormais sur des méthodes recourant aux ressources naturelles existantes. Outre la performance du SRI, l'engagement personnel de Ngo Oo, ce paysan pionnier, est à la base de cette belle réussite.

Photo : SWISSAID Myanmar



Les paysans travaillent dur pour la protection des forêts communautaires.

**SARAH MADER,
RESPONSABLE DE PROGRAMME**



VOTRE AIDE CONCRÈTE

Au Myanmar (Birmanie), un don de **100 francs** contribue par exemple au reboisement des forêts communautaires. Au total, des plants et un reboisement direct des forêts coûtent **1536 francs**.



**MAHARASHTRA
INDE**

swissaid.ch/fr/inde

Aider d'abord les plus vulnérables

En cas de catastrophe naturelle, les plus pauvres doivent bénéficier d'un appui accru. Pendant la terrible sécheresse en 2016, SWISSAID a aidé les plus vulnérables.

L'INDE EN CHIFFRES

Projets en cours fin 2016	18
Projets approuvés en 2016	13
Montants dépensés (CHF)	1 510 162
Nombre de personnes directement bénéficiaires	70 208

En 2016, dans l'Etat indien du Maharashtra, les paysans ont vu leur récolte se dessécher et leur bétail mourir de soif. L'économie rurale était quasiment paralysée. Minées par le désespoir, plus de 1500 personnes ont mis fin à leurs jours. Cette sécheresse a été considérée comme l'une des pires depuis des décennies.

En cas de catastrophe naturelle, une aide rapide et bien ciblée est capitale. Mais il ne faut pas oublier les besoins des membres les plus fragiles d'une communauté. Les femmes seules avec enfants, les personnes âgées ou malades sont les plus touchées.

Même dans des conditions normales, obtenir le strict minimum pour soi-même et ses proches est déjà un combat quotidien pour les mères célibataires qui travaillent comme journalières. Souvent, ces femmes ne disposent pas des documents nécessaires pour avoir accès aux programmes publics d'aide alimentaire et d'emploi. Ceux-ci garantissent aux plus pauvres des rations de nourriture et 100 jours de travail par an. Nos organisations partenaires les soutiennent dans ces démarches.

C'est précisément ce segment de population, particulièrement vulnérable, qui a été privilégié dans la planification de l'aide d'urgence. Grâce aux



Pendant la grande sécheresse de 2016, un accès à l'eau organisé par SWISSAID.

rations de nourriture qu'elles ont reçues, plus de 750 mères célibataires ont pu surmonter les 6 mois les plus durs jusqu'à la nouvelle récolte. Il fallait cependant aussi à ces femmes un revenu minimal pour assurer les dépenses urgentes, par exemple pour payer l'école des enfants ou acheter des médicaments. L'approche « cash for work » (argent contre travail) a été l'une des mesures phares de ce projet : 1 198 personnes (dont 614 femmes) ont effectué des travaux communautaires pour la protection des sols et la lutte contre l'érosion, leur rapportant ainsi 200 roupies (3 francs) par jour.

Les effets positifs de ce projet sur les femmes seules ont confirmé le bien-fondé des méthodes de travail de nos partenaires et du bureau de SWISSAID en Inde. Des enseigne-

ments qui, à l'avenir, seront pris en compte dans d'autres projets.

**PETRA ENGELHARD,
RESPONSABLE DE PROGRAMME**



VOTRE AIDE CONCRÈTE

Avec un don de **90 francs**, vous permettez par exemple à une femme cheffe de famille en Inde de toucher un revenu pendant 30 jours.



TANZANIE
AFRIQUE DE L'EST
swissaid.ch/fr/tanzanie

S'en sortir grâce à l'agriculture écologique

L'agriculture a de l'avenir, surtout lorsque les paysans découvrent de petites astuces sur la meilleure façon d'exploiter les ressources naturelles dont ils disposent.

LA TANZANIE EN CHIFFRES

Projets en cours fin 2016	6
Projets approuvés en 2016	5
Montants dépensés (CHF)	858 236
Nombre de personnes directement bénéficiaires	5872

Grâce à son installation solaire, le maraîcher Ally Athuman fait partie des 7,5% d'habitants de la région de Mtwara, dans le sud de la Tanzanie, qui ont de la lumière le soir. Sa grande maison avec ses murs de brique et son toit de tôle témoigne aussi d'une certaine prospérité. Il n'en a pas toujours été ainsi : il y a trois ans, il vivait encore avec ses deux enfants dans une modeste case en terre.

A l'époque, SWISSAID avait lancé une formation en agriculture écologique destinée aux petits producteurs. Ally Athuman y avait participé. Grâce aux nouvelles connaissances acquises, à de meilleures semences et à d'immenses efforts, il a réussi à changer son avenir. En diversifiant ses cultures, il a diminué le risque de perte de récolte. Aujourd'hui, il approvisionne le marché local en amarante, poivrons, aubergines, carottes, gombo, oignons et tomates.

Une question de savoir-faire

Pour qu'un plus grand nombre de petits paysans dans le sud du pays acquière les méthodes d'agriculture biologique et s'en sortent financièrement, SWISSAID axe son programme national 2016-2021 sur le transfert de connaissances. Elle utilise à cet effet différents instruments :

- Formation d'enseignant-e-s qui, dans des écoles agricoles, transmettent leur savoir à des groupes de paysans
- Rencontres d'échange entre paysans
- Sessions au centre écologique SAT, à 700 km, où les enseignants sont initiés aux diverses méthodes d'agriculture écologique
- Plateforme Internet basée sur smartphone pour un échange simple d'informations entre paysans et un conseil à distance par des experts
- Deux champs de recherche et de démonstration où les visiteurs sont conseillés par des spécialistes

En deux ans, 6000 familles de petits paysans doivent bénéficier de ce programme de formation conçu spécifiquement par SWISSAID et deux organisations spécialisées. Plus de 200 enseignant-e-s ont déjà suivi une initiation leur permettant de transmettre leur savoir à des groupes de paysans, dans des écoles agricoles. Tous les trois mois, ils reçoivent la visite d'un collaborateur du projet qui les conseille et leur montre de nouvelles astuces. Ou qui reviennent au centre de formation avec des leçons tirées de la pratique des paysans afin de les tester et de les transmettre.

FRANK HAUPT,
RESPONSABLE DE PROGRAMME



Ally Athuman approvisionne le marché local en légumes.



VOTRE AIDE CONCRÈTE

Avec **114 francs**, vous financez par exemple pour un futur enseignant en Tanzanie une semaine de cours d'initiation au centre de formation SAT, gîte et couvert inclus. Un smartphone coûte 50 francs et 50 kilos de semences pour la production d'engrais vert, 100 francs.



NIGER
AFRIQUE DE L'OUEST
swissaid.ch/fr/niger

Améliorer la situation des femmes au Niger

Au Niger, disposer de leurs propres revenus donne aux femmes un nouveau statut au sein de la communauté. Une base pour davantage d'égalité.

LE NIGER EN CHIFFRES

Projets en cours fin 2016	21
Projets approuvés en 2016	9
Montants dépensés (CHF)	2 357 498
Nombre de personnes directement bénéficiaires	31 397

Dans les régions où SWISSAID est active au Niger, la situation des femmes continue à s'améliorer, ce qui a aussi un effet sur leur statut au sein du ménage et de la société. C'est ce qu'a confirmé un atelier, mené en juillet 2016 avec l'équipe de SWISSAID au Niger, qui a dressé le bilan des réalisations ; et fixé les prochains objectifs, réalistes, et respectueux du contexte culturel.



Le maraîchage permet aux femmes d'avoir leur propre revenu.

Appuyer les femmes pour leur permettre d'avoir leurs propres revenus, grâce à un petit élevage ou au maraîchage, est l'un des points forts du programme, et s'est révélé être une stratégie efficace pour aller vers plus d'égalité. Le fait qu'elles puissent ainsi contribuer aux frais du ménage leur donne plus de poids au sein de la communauté. Cela n'est possible que si le temps consacré aux tâches quotidiennes est réduit. C'est pourquoi SWISSAID continuera à leur faciliter l'accès à l'eau et va tester l'introduction de moulins mécaniques.

Des femmes présidentes de banques de céréales

Soutenir directement des groupements féminins répond aux besoins spécifiques des femmes. De plus, en faire partie leur permet d'apprendre à gérer leurs propres projets et à s'exprimer en public.

Les femmes sont désormais mieux représentées au sein des différentes structures villageoises, qui gèrent les biens communautaires tels que les banques de céréales. Appréciables pour leur bonne gestion, elles en sont même, dans certains cas, devenues présidentes, ce qui représente en soi une petite révolution. Il est cependant un domaine où les femmes peinent à prendre des responsabilités : celui de la gestion de l'eau, qui relève historiquement du ressort des autorités traditionnelles.

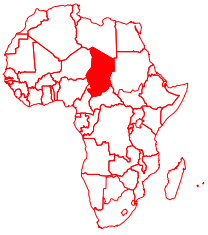
Parmi les autres défis que SWISSAID ambitionne de relever ces prochaines années figurent la diminution du taux d'analphabétisme, qui priverait les femmes dans leurs activités ; l'information sur leur droit d'accès et d'héritage à la terre, pour leur permettre d'acquiescer des titres fonciers, et leur éviter ainsi un accès limité et saisonnier à la terre. Ainsi que de davantage associer les hommes dans la promotion d'une société plus égalitaire.

CARINE PIN,
RESPONSABLE DE PROGRAMME



VOTRE AIDE CONCRÈTE

Avec **45 francs**, vous permettez par exemple à une personne au Niger de participer à un atelier sur le genre mettant en évidence l'inégalité de la répartition des tâches au sein du ménage.



TCHAD
AFRIQUE CENTRALE
swissaid.ch/fr/tchad

Karité : le beurre et l'argent du beurre

Dans les champs se cache un potentiel énorme, susceptible d'améliorer nettement la situation des familles. Encore faut-il savoir l'exploiter. C'est là qu'intervient un projet commun de SWISSAID et de Caritas.

LE TCHAD EN CHIFFRES

Projets en cours fin 2016	13
Projets approuvés en 2016	8
Montants dépensés (CHF)	1248 440
Nombre de personnes directement bénéficiaires	41 827

Dans le sud du Tchad, de nombreuses familles possèdent des karités, arbres dont les noix peuvent être transformées en beurre. Utilisé dans la cuisine locale, ce beurre de karité entre aussi dans la composition de produits cosmétiques. Les arachides cultivées dans de nombreuses exploitations font également l'objet d'une forte demande.

Financé par la DDC dans le cadre d'un mandat et réalisé en commun par SWISSAID et Caritas, le projet vise à améliorer la production de beurre de karité et d'arachides, ainsi que le stockage, le traitement et la commercialisation. L'objectif est de créer un maximum de valeur ajoutée et d'intégrer à cette chaîne toutes les personnes concernées : les producteurs, les fabricants des produits finaux, les commerçants et la clientèle qui peut acheter à un prix équitable un produit de très bonne qualité.

Les familles de paysans sont aidées et encouragées à se regrouper pour le stockage, le traitement et la commercialisation afin de pouvoir générer elles-mêmes un maximum de valeur ajoutée.

Des investissements grâce à des micro-crédits

Quelque 3500 producteurs et transformateurs sont formés et conseillés dans

le cadre du projet. Mais pour pouvoir effectuer des investissements leur permettant d'améliorer leur efficacité, ils ont besoin de micro-crédits. Des systèmes régionaux de caisses d'épargne et de prêts sont donc incités à offrir des produits financiers correspondants.

Pour que le cadre institutionnel des chaînes de création de valeur propres aux noix de karité et aux arachides fonctionne bien, et que les intérêts de toutes les personnes concernées soient pris en compte, l'Etat doit fixer des règles et veiller à ce qu'elles soient respectées. C'est pourquoi, les autorités nationales et locales ont été impliquées dès l'élaboration du projet et participent également à sa mise en œuvre.

En effet, lorsque la production, la transformation et la commercialisation des noix fonctionnent à la perfection, les familles de paysans obtiennent des prix bien plus intéressants et, par conséquent, des revenus plus élevés. Ce qui améliore aussi leurs conditions de vie, et l'accès à l'alimentation, aux soins de santé et à la scolarité pour leurs enfants.

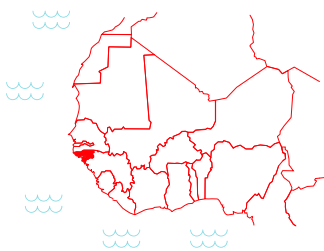
DANIEL OTT FRÖHLICHER,
RESPONSABLE DE PROGRAMME



Les femmes se regroupent pour transformer en beurre les noix de karité.

VOTRE AIDE CONCRÈTE

Avec **140 francs**, vous achetez par exemple au Tchad une charrette pour amener le compost au champ ou transporter la récolte jusqu'au marché. Un moulin pour la transformation des noix de karité coûte **330 francs**.



GUINÉE-BISSAU
AFRIQUE DE L'OUEST
swissaid.ch/fr/guinee-bissau

Culture de riz et d'oignons font bon ménage

Dans la région de Bafatá, l'autosuffisance en riz permet aux populations de mieux tirer profit des revenus générés par les oignons.

LA GUINÉE-BISSAU EN CHIFFRES

Projets en cours fin 2016	13
Projets approuvés en 2016	9
Montants dépensés (CHF)	902 902
Nombre de personnes directement bénéficiaires	43 941

En Guinée-Bissau, l'expérience a montré à SWISSAID et ses partenaires que le succès des cultures de rente - telles les patates douces, le manioc, l'oignon, qu'on peut facilement vendre sur les marchés - était limité par l'insécurité alimentaire : l'achat du riz siphonnait en effet la plus grande partie des revenus ainsi obtenus.

Ensemble, ils ont alors décidé de revaloriser la culture du riz, afin d'augmenter l'autoproduction, et soulager ainsi les finances des familles paysannes. Tout en leur permettant d'échapper aux hausses des prix du riz, dont plus de 60% sont importés.

Autre avantage de la riziculture dans ce pays d'Afrique de l'Ouest : valoriser les surfaces de bas-fonds inexploités diminue d'autant l'agriculture itinérante sur brûlis et la déforestation.

Une stratégie gagnante

Une évaluation externe menée en 2016 a montré la pertinence de cette nouvelle stratégie à Contuboel, où SWISSAID appuie l'Association des productrices et de l'autopromotion pour la lutte contre la faim (Apalcof). La combinaison de la production vivrière de riz et de la culture d'oignons a sensiblement amélioré les conditions de vie de 2 063 personnes dans 16 villages. « Je ne paie plus pour le riz et fais même

des économies. Regarde, dans le village, les cases étaient couvertes de paille, les incendies étaient courants et ravageaient nos réserves de vivres ; maintenant, nous avons des toits en tôle, tout ça grâce au riz et à l'oignon », témoigne, ravie, la présidente du groupement de Sinthian Diango.

L'évaluation montre que l'autosuffisance en riz est désormais une réalité dans l'ensemble des villages visités, grâce à la maîtrise de techniques améliorées et écologiques, et la production de semences adaptées, lesquelles ont boosté les récoltes. Quant à la culture d'oignons, elle a généré de substantiels revenus pour les femmes qui les cultivent, lesquelles ont ainsi pu couvrir leurs besoins et même se lancer dans l'élevage de petits ruminants. Ce succès, grâce à un coup de pouce ponctuel, est un pas décisif vers la diversification des cultures et la souveraineté alimentaire. Qui change l'avenir !

CARINE PIN,
RESPONSABLE DE PROGRAMME



La revalorisation de la culture du riz permet de faire des économies

Photo : Fernando Lobo, SWISSAID



VOTRE AIDE CONCRÈTE

Avec **203 francs**, vous financez par exemple la construction de digues pour le réglage du niveau d'eau dans un champ de riz. Un cours de 5 jours de culture maraîchère coûte 65 francs par paysanne ; l'évaluation du projet montre par ailleurs qu'un appui de 50 francs par bénéficiaire génère un revenu entre 150 et 800 francs par personne rien qu'avec la culture d'oignons.

RÉTROSPECTIVES - SUISSE

LES OGM, BONS POUR LES PAYS DU SUD ?

En novembre, SWISSAID a organisé une série de conférences publiques à Genève, Berne et Lausanne, afin de vérifier si, dans les pays du Sud, les semences transgéniques, tant vantées, tenaient leurs promesses, 20 ans après leur commercialisation. Parmi les orateurs, Aline Zongo, responsable de la COPAGEN (Coalition pour la protection du patrimoine génétique en Afrique) au Burkina Faso, une coalition soutenue par SWISSAID.

Monsanto chassée du Burkina Faso

En collaboration avec la filière agronomie de l'hepia à Genève, le foras à l'Université de Lausanne et le SAG/STOPOGM à Berne, ces conférences ont permis à Aline Zongo d'expliquer comment le coton transgénique de Monsanto est devenu un cauchemar pour les paysans, qui n'arrivaient plus à vendre un coton à la qualité dégradée. Les sociétés cotonnières burkinabés ont chassé le géant américain, avant de revenir au coton conventionnel, adapté au contexte, aux rendements et

de qualité supérieurs. Lors des conférences qu'elle organise, SWISSAID veille à donner la parole à l'ensemble des parties. Reste qu'il devient très difficile de pouvoir compter sur la participation de pro-OGM dans les débats. A l'Université de Lausanne, après de nombreux refus, seul le professeur Klaus Ammann avait accepté de défendre les activités agricoles de Monsanto dans les pays du Sud.

■ CATHERINE MORAND



Aline Zongo explique son combat contre Monsanto.

TRANSPARENCE DES MATIÈRES PREMIÈRES : LE CONSEIL FÉDÉRAL FAIT MACHINE ARRIÈRE

En novembre, le Conseil fédéral a transmis le projet de révision du droit de la société anonyme au Parlement. A cette occasion, il s'est également penché sur les problèmes de transparence dans le secteur suisse des matières premières. Ceux-ci devraient être résolus pour stopper la corruption largement répan-

due dans ce domaine. Pourtant, le Conseil fédéral a justement exempté ce secteur de l'obligation de déclarer les paiements effectués au profit de gouvernements et d'entreprises d'Etat, alors que la Suisse représente la première place mondiale de négoce des matières premières. Le Conseil fédéral a même

abandonné la possibilité, prévue dans l'avant-projet, de soumettre le négoce à la loi dès lors que d'autres pays accepteraient de jouer le jeu. Le Conseil national traitera le projet lors de sa session d'automne ou d'hiver 2017. (LK)



NOUVEAU DESIGN, NOUVEAU LOOK

Après avoir renouvelé en 2015 son « corporate design », c'est-à-dire l'identité visuelle de sa marque, SWISSAID s'est attelée l'année dernière à la mise en œuvre concrète : le site Internet s'est paré de bleu ciel et de rouge, et plusieurs brochures ont été rééditées. Notre magazine a non seulement fait peau neuve, mais a aussi été entièrement remanié. A partir du mois d'août, de nouvelles rubriques ont vu le jour et l'accent a été placé un peu plus largement sur les priorités de SWISSAID. Les réactions encourageantes nous motivent à poursuivre dans cette voie. (PW)



Jeremias Blaser,
responsable Dpt Coopération
au développement

Evaluation externe : de bons résultats qui peuvent encore s'améliorer

L'année dernière, des évaluateurs extérieurs ont passé en revue les neuf programmes de SWISSAID en Afrique, Asie et Amérique latine. Avant de procéder à l'élaboration d'une nouvelle stratégie, il était important d'examiner de près les fondements de notre travail sur le terrain. Notre approche est-elle pertinente pour lutter contre la pauvreté ? Nos projets bénéficient-ils aux groupes de population les plus défavorisés ? L'approche de SWISSAID est-elle efficace ? Deux évaluateurs extérieurs, en collaboration avec des consultants locaux, ont cherché à répondre à ces questions, et à d'autres, tout aussi importantes pour notre organisation.

Pertinence : nous coupons le mal à la racine

Aux yeux des experts, la diversité des thématiques entraîne plusieurs défis : plus leur nombre est élevé et plus l'organisation doit pouvoir disposer en son sein de spécialistes en la matière. Pour une œuvre d'entraide de taille moyenne comme SWISSAID, dont les ressources sont limitées, cela peut parfois être difficile.

Un problème encore accentué par le fait que d'autres thématiques importantes, telles que le travail avec les jeunes ou le réchauffement climatique, gagnent en importance et devraient donc être davantage intégrées aux projets de SWISSAID à l'avenir. En outre, il faudrait réfléchir de manière plus systématique aux stratégies d'adaptation s'offrant aux familles de petits paysans dans le domaine de l'agroécologie. Par conséquent, pour garantir un usage optimal des ressources limitées, il s'agira

de sélectionner avec soin les principaux thèmes pour chaque pays.

Des résultats convaincants

Les résultats obtenus sur le terrain sont déterminants. D'après les bénéficiaires et les organisations partenaires, ils sont excellents. De nombreux témoignages font état d'un accroissement des revenus par la vente des produits, ou encore une production agricole moins onéreuse grâce à de nouvelles méthodes de culture. Ces succès reposent aussi sur le fait qu'avec l'appui de SWISSAID, de nombreuses femmes réussissent à dégager un revenu additionnel.

Grâce aux systèmes d'alimentation en eau en Equateur, au Niger et au Tchad, un grand nombre de bénéficiaires ont désormais accès à de l'eau potable et à des installations sanitaires, ou encore peuvent irriguer leurs champs. Des banques de semences au Nicaragua ou de céréales au Niger et en Guinée-Bissau sont d'un grand secours pour la population lorsque les réserves sont épuisées.

Lorsque leurs capacités sont renforcées, les partenaires peuvent en outre s'impliquer plus facilement dans des processus et des programmes politiques. Au Nicaragua, par exemple, de nombreux groupes de jeunes ont réus-



Des machines simples et efficaces permettent d'alléger le travail des femmes.

si à faire passer leurs revendications au niveau local. En Inde, de nombreuses personnes marginalisées ont pu participer à des programmes d'emploi publics et ainsi acquérir un revenu.

Durable, mais pas partout

Dans l'ensemble, les évaluateurs ont confirmé que l'approche de SWISSAID est durable. Premièrement, parce que la coopération est axée sur le long terme; deuxièmement, parce qu'elle renforce un savoir-faire local qui correspond au contexte et aux besoins sur place; et troisièmement, parce qu'elle amorce un changement des comportements. Les experts l'ont notamment constaté au Nicaragua : dans ce pays d'Amérique centrale, plusieurs années de coopération au développement auprès des petits paysans ont fait évoluer les mentalités, notamment concernant l'utilisation de pesticides ou l'alimentation. Même après la fin du projet, les personnes pratiquent toujours une agriculture écologique qui donne d'excellents résultats, et favorise protection des sols et alimentation plus saine.

En Afrique, les changements de comportement, notamment pour ce qui concerne l'utilisation de latrines ou l'entretien des installations d'eau potable, s'observent moins fréquemment. En Guinée-Bissau, les experts ont donc souligné que la durabilité devait être prise en compte dès l'élaboration du projet. La stratégie doit être définie en amont pour que les résultats puissent s'inscrire dans la durée. Ce principe s'applique particulièrement aux projets incluant des infrastructures comme des puits, des latrines ou des banques de semences.

Influence sur la politique

SWISSAID entend non seulement réduire directement la pauvreté, mais aussi créer les conditions-cadres nécessaires pour aborder les problèmes au niveau politique. Selon les évaluateurs extérieurs, il est intéressant de noter que cela réussit mieux lorsque l'aide dans les villages est liée à des exigences politiques concrètes. Ces revendications sont plus facilement entendues lorsqu'elles résultent du travail



Dans de nombreuses régions du continent africain, le sorgho est la nourriture de base.

concret mené sur place : au Nicaragua, l'Alliance pour les semences a pu largement influencer la législation correspondante, parce qu'elle puise ses arguments et ses expériences dans son action auprès des petits paysans. Cette approche donne de la crédibilité et du poids politique.

Renforcer un savoir-faire local qui correspond au contexte et aux besoins.

Les experts recommandent par conséquent d'établir ces liens de façon plus systématique et d'influer davantage sur les conditions-cadres de la politique agricole.

Partenariats et alliances

Les problèmes de développement sont si complexes qu'ils ne peuvent être couverts par une seule organisation. Ainsi, les capacités de SWISSAID seraient dépassées si elle traitait, en plus de l'approvisionnement en eau, tous les problèmes de santé associés ou si elle s'attaquait, dans le domaine de

l'agriculture, aux offres de formation formelles pour futurs paysans. C'est la raison pour laquelle des partenariats avec d'autres agences de développement sont essentiels. Ils permettent en effet d'aborder de façon plus globale certaines problématiques du développement. Les experts recommandent d'intensifier la collaboration avec les pouvoirs publics, le secteur privé et d'autres œuvres d'entraide afin de tirer profit de synergies, d'apprendre les uns des autres et ainsi de créer un plus fort impact.

Les prochaines étapes

L'équipe de SWISSAID en Suisse et à l'étranger a étudié attentivement les différentes recommandations des experts. Dans la nouvelle stratégie, nous formulerons des réponses concrètes quant à leur mise en œuvre. Certaines d'entre elles vont d'ores et déjà être appliquées.

Monika Uhlmann,
responsable Dpt Logistique et Finances



COMMENTAIRE

En 2016, les produits d'exploitation et le volume des projets à l'étranger ont nettement augmenté par rapport à l'exercice précédent. Cet accroissement résulte principalement d'un mandat de 3,5 millions de francs au Myanmar. Avec 11,2 millions de francs, la recherche de fonds est également en légère progression. Un résultat dû à la générosité de nos donateurs et donatrices, à des legs importants et à des contributions de bailleurs de fonds institutionnels. Merci !

Outre le mandat au Myanmar, nous avons approuvé des projets pour un montant total de 12,7 millions de francs. Destinés à améliorer les conditions de vie des plus défavorisés, ceux-ci ont été menés par nos bureaux de coordination et nos organisations partenaires sur place. Nous avons en outre investi dans le développement de nos instruments de suivi et d'évaluation. Dans les charges d'exploitation, 70 % des fonds ont été affectés aux programmes dans les 9 pays où nous sommes actifs.

Nous avons utilisé 14 % de nos ressources, soit un montant de 3,1 millions de francs, pour le programme d'information et de sensibilisation en Suisse ainsi que pour des campagnes et des manifestations. Enfin, 16 % des ressources (3,7 millions de francs) ont été consacrés à l'administration et à la recherche de fonds.

En 2016, nous affichons un résultat avant variation de fonds négatif de -841 148 francs. Celui-ci est cependant adéquatement compensé par notre base de capital solide.

Les comptes annuels 2016 tels qu'ils sont présentés ont été établis selon les principes du SWISS GAAP RPC, du label ZEWO et du SWISS NPO-Code. Ils ont été examinés de près et déclarés conformes par l'organe de révision Von Graffenried AG Treuhand. Le rapport de révision et les comptes annuels complets peuvent être téléchargés sur notre site

www.swissaid.ch.

Bilan

ACTIFS (en CHF)	Annexe	2016	2015
Liquidités	5.1	9 206 987	12 378 043
Titres	5.2	20 139 674	18 536 068
Créances + promesses de financement	5.3	3 702 543	1 302 463
Stocks de marchandises		282 840	226 858
Actifs de régulation		458 602	443 455
Actifs mobilisés		33 790 646	32 886 888
Prêts	5.4	250 100	250 100
Participation	5.5	4	4
Immobilisation corporelle	5.6	1 242 955	1 180 247
Actifs immobilisés		1 493 059	1 430 351
TOTAL DES ACTIFS		35 283 705	34 317 239
PASSIFS (en CHF)			
Créanciers		368 410	291 950
Capital engagé programme Sud	5.7	18 144 959	16 696 607
Passifs de régulation		96 159	50 787
Provisions	5.8	464 516	203 343
Fonds étrangers à court terme		19 074 044	17 242 686
Fonds pour le Tiers Monde	11	-	15 705
Fonds étrangers à long terme		-	15 705
Fonds dons pour projets définis		867 724	1 354 822
Fonds pour le futur		170 163	233 799
Fonds parrainage Agriculture biologique		300	209
Fonds parrainage Eau		500	100
Fonds parrainage Femmes		813	101
Fonds DDC	12	-	-
Fonds affectés à des projets définis		1 039 500	1 589 031
Fonds programme SWISSAID		6 212 488	6 872 068
Fonds infrastructures SWISSAID		658 598	658 598
Réserves de fluctuation des titres et devises	5.9	2 674 475	2 331 050
Réserves de réévaluation		-	-
Capital libre		5 605 000	5 605 000
Capital libre Association SWISSAID Genève	2	19 600	3 100
Capital de l'organisation		15 170 161	15 469 816
TOTAL DES PASSIFS		35 283 705	34 317 239

Comptes d'exploitation

RECETTES (en CHF)	Annexe	2016	2015
Dons libres		6 577 215	6 708 162
Legs		796 190	147 029
Vente d'insignes		937 649	901 510
Dons affectés à des projets définis	7.1	2 547 916	2 661 259
Contribution aux projets FEDEVACO		156 280	159 213
Contribution aux projets FGC		227 019	134 042
Produits des opérations de collecte de fonds		11 242 268	10 711 214
Contribution de la DDC		6 500 000	6 500 000
Mandats pour des projets		3 499 929	882 000
Autres produits d'exploitation	7.2	82 280	109 960
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION		21 324 477	18 203 173
DÉPENSES (en CHF)			
Projets à l'étranger		16 230 059	11 991 190
Fonds libérés provenant des décomptes de projets	7.7	- 2 146 282	- 1 786 359
Dépenses suivi des programmes		2 066 887	1 722 760
Frais de personnel		1 752 648	1 445 846
Frais de matériel		314 239	276 914
Dépenses programmes à l'étranger	7.3	16 150 665	11 927 591
Information et sensibilisation en Suisse		1 840 761	2 020 267
Dépenses suivi des programmes		1 295 178	1 297 545
Frais de personnel programme en Suisse		1 109 382	1 101 939
Frais de matériel programme en Suisse		185 795	195 606
Dépenses programme en Suisse	7.3	3 135 938	3 317 812
Recherche de fonds et dépenses promotionnelles	7.3	2 404 226	2 319 682
Frais administratifs	7.3	1 306 620	1 257 517
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION		22 997 449	18 822 602
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		- 1 672 972	- 619 429
Produits financiers (réalisés)		281 118	331 780
Produits financiers (non réalisés)		640 489	299 886
Charges financières		- 169 670	- 160 540
Résultat financier	7.4	751 937	471 126
Charges des biens et services		- 7 983	- 8 195
Revenus des biens et services		75 948	77 418
Résultat hors exploitation		67 965	69 223
Autre résultat imputable à une autre période comptable	7.5	11 921	35 870
Résultat imputable à une autre période comptable		11 921	35 870
RÉSULTAT AVANT VARIATION DE FONDS		- 841 148	- 43 210
Utilisation des fonds affectés à des projets définis		11 766 928	10 235 702
Attribution des fonds affectés à des projets définis		- 11 217 397	- 10 187 838
Changement des fonds libres	8	291 617	- 4 654
EXCÉDENT DE REVENUS EN FAVEUR DES FONDS GÉNÉRÉS		-	-

Tableau de variation du capital 2016

Annexe 8

	Actif initial	Part aux bénéfices affectée	Dépôts	Transferts internes de fonds	Utilisation	Actif final
FONDS PROVENANT DU FINANCEMENT PROPRE						
Fonds programme Sud	6 872 068	-	-	-	- 659 580	6 212 488
Fonds infrastructures SWISSAID	658 598	-	-	-	-	658 598
Réserve de fluctuation titres et devises	2 331 050	-	343 425	-	-	2 674 475
Capital libre généré	5 605 000	-	-	-	-	5 605 000
SWISSAID Genève	3 100	-	16 500	-	-	19 600
Résultat annuel	-	-	- 291 617	-	291 617	-
CAPITAUX D'ORGANISATION	15 469 816	-	68 308	-	- 367 963	15 170 161
CAPITAUX DES DIFFÉRENTS FONDS						
Fonds dons spécifiquement affectés au programme Sud	1 354 822	-	3 328 429	-	- 3 815 527	867 724
Fond SWISSAID parrainage Agriculture bio	209	-	281 437	-	- 281 346	300
Fonds SWISSAID parrainage Eau	100	-	78 981	-	- 78 581	500
Fonds SWISSAID parrainage Femmes	101	-	213 755	-	- 213 043	813
Fonds SWISSAID pour le futur	233 799	-	814 796	-	- 878 432	170 163
Fonds DDC	-	-	6 500 000	-	- 6 500 000	-
FONDS AVEC AFFECTATION LIMITÉE	1 589 031	-	11 217 397	-	- 11 766 928	1 039 500

SWISSAID en bref

SWISSAID est une fondation libre de toute appartenance politique et confessionnelle. Son siège est situé à Berne et elle dispose d'un bureau à Lausanne. Depuis 1948, SWISSAID s'engage en faveur des populations défavorisées du Sud, dans les régions rurales, là où aucune autre organisation ne défend leurs intérêts. SWISSAID lutte pour le droit de chacun à vivre sans connaître la faim, la précarité ou l'oppression. L'injustice et la pauvreté ne sont pas des fatalités. Nous entendons améliorer les conditions d'existence dans les pays du Sud et estimons nécessaire de faire évoluer la société dans les pays du Nord. Outre la réalisation de projets d'aide au développement dans les pays du Sud, nous menons en Suisse un travail de plaidoyer politique pour faire valoir les intérêts des populations des pays du Sud. Nous nous appuyons pour cela sur le savoir-faire, l'expérience et les besoins de nos partenaires dans les neuf pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine où nous sommes actifs.

NOTRE MODE DE TRAVAIL

SWISSAID soutient les initiatives émanant de populations défavorisées et travaille en collaboration avec des organisations de la société civile. Nous soutenons nos partenaires sur le plan institutionnel, ce qui leur permet d'accéder à l'autonomie et, ainsi, de participer à la vie économique, sociale et politique. Nous ne craignons ni les conflits avec les sociétés transnationales, ni les grands propriétaires fonciers, ni d'autres acteurs qui recourent à des méthodes qui détruisent l'environnement. Nous poursuivons toujours le même but : apporter aux populations locales qui en ont besoin le courage et les compétences nécessaires pour prendre leur destin en main. SWISSAID n'envoie pas d'expatriés sur le terrain, mais valorise les compétences locales. Cela permet aux projets de mieux s'ancrer dans le contexte local, favorise l'acquisition d'expériences et contribue à la création d'emplois dans les pays du Sud. Cela concourt également à diminuer les frais liés au suivi des programmes

et à investir davantage dans les projets d'aide eux-mêmes. Nous sommes convaincus que des synergies avec d'autres organisations nous permettront d'atteindre nos objectifs au Nord comme au Sud. C'est pourquoi nous sommes membres d'Alliance Sud, la Communauté de travail des oeuvres d'entraide qui regroupe, outre SWISSAID, Action de Carême, Pain pour le prochain, Helvetas, Caritas et l'Entraide protestante (EPER).

MANDAT DES INSTANCES DE DIRECTION

Les membres du Conseil de fondation sont élus pour un mandat de quatre ans renouvelable. Les membres du Comité du Conseil de fondation sont élus pour un mandat de quatre ans renouvelable deux fois. Des mandats plus longs peuvent néanmoins être convenus dans des cas particuliers.

Instances de direction

CONSEIL DE FONDATION DE SWISSAID

Matthias Aebischer, conseiller national, chargé de cours, Université de Fribourg, Berne, depuis 2012 ;
Viola Amherd, avocate et notaire, Brig-Glis, depuis 2014 ;
Dr. oec. Claude R. Béglé, conseiller national, docteur en économie et administration d'entreprise, depuis 2016 ;
Didier Berberat, conseiller aux Etats, avocat, journaliste, depuis 2016 ;
Roman Berger, journaliste et auteur, Zurich, depuis 2005 ;
Bruno Bergomi, journaliste et producteur Radiotelevisione Svizzera (RSI), Dino, depuis 1997 ;
Dr. Jean-Claude Bolay, professeur titulaire, directeur de la coopération à l'EPFL, Ecublens, depuis 2010 ;
Edgar Ricardo von Buettner, consultant, Brésil, depuis 1983 ;
Mario Carera, socio-économiste, Berne, depuis 2002 ;
Prof. Dr. Pierre Centlivres, ancien directeur de l'Institut d'ethnologie de l'Université de Neuchâtel, Neuchâtel, depuis 1983 ;
Fernand Cuche, agriculteur biologique, ancien conseiller d'Etat neuchâtelois, Lignièrès, depuis 2014 ;
Dr. phil. Rudolf Dannecker, ancien vice-directeur de la DDC, Hinterkappelen, depuis 2002 ;
Yvonne Feri, conseillère nationale, Wettingen, depuis 2014 ;
Gaby Fierz, ethnologue Museum der Kulturen Bâle, Bâle, depuis 2008 ;

Dr. Rudolf Fischer, Dr. en sciences sociales, ancien responsable du département coopération au développement SWISSAID, Wettingen, depuis 2014 ;
Dr. Claudia Friedl, conseillère nationale, Dr. en sciences naturelles et environnementales, St. Gall, depuis 2015 ;
Rémy Gogniat, journaliste, La Chaux-de-Fonds, depuis 2009 ;
Maya Graf, conseillère nationale, agricultrice bio, Sissach, depuis 2009 ;
Bruno Gurtner, économiste, Berne, depuis 2008 ;
Barbara Gysi, conseillère nationale, diplôme d'études pédagogiques en biologie et géographie, Université Zurich, depuis 2016 ;
Marianne Hochuli, historienne, Zurich, depuis 2009 ;
Martin Hürzeler fundraiser BR, Zurich, depuis 2009 ;
Laurent Jimaja, maîtrise ès sciences économiques, président de SWISSAID-Genève, depuis 2016 ;
Florianne Koechlin, biologiste, auteure, directrice du Blauen-Institut, Münchenstein, depuis 1996 ;
Maud Krafft, consultante, Lausanne, depuis 2005 ;
Werner Küng, ancien responsable du département information et recherche de fonds SWISSAID, Wabern, depuis 2014 ;

Dr. med. Jean Martin-Monod, ancien médecin cantonal, Echandens, depuis 1985 ;
Lisa Mazzone, conseillère nationale, licence ès lettres, depuis 2016 ;
Urspeter Meyer, juriste, Köniz, depuis 1996 ;
Gian L. Nicolay, Dipl. Ing. AGR. ETH, coordinateur FIBL pour l'Afrique, Ardez, depuis 2010 ;
Wendy Peter, agricultrice bio, directrice de Bioforum Schweiz, Willisau, depuis 2010 ;
Chasper Pult, enseignant et producteur culturel, Paspels, depuis 1992 ;
Daniel Roduner, économiste d'entreprise HWV, Bolivie, depuis 2007 ;
Denis Ruysschaert, Dr. en sociologie et ingénieur agronome, vice-président de SWISSAID Genève, depuis 2015 ;
Dr. Claudine Sauvain, anthropologue, professeure à l'Université de Genève, Genève, depuis 1985 ;
Hansruedi Stadler, juriste et notaire, Altdorf, depuis 2005 ;
Jean-Luc Sudan, conseiller en communication, Vessy, depuis 2006 ;
Angela Tognetti, agriculture bio, Bellinzona, depuis 2005 ;
Christoph Wehrli, journaliste, Zurich, depuis 2015 ;
Felix Wirz, directeur de Ecopolitics, Berne, depuis 2012 ;

COMITÉ DU CONSEIL DE FONDATION DE SWISSAID

Dr. rer. pol. Rudolf Rechsteiner, économiste, président de SWISSAID, Bâle, depuis 2008 ;
Dr. Walter Egli, vice-président de SWISSAID, historien et ancien co-directeur du NADEL, EPFZ, Zurich, depuis 2005 ;

Bastienne Joerchel Anhorn, économiste, Renens, depuis 2012 ;
Patrick Kilchenmann, hydrogéologue dipl., directeur de DROPSTONE sarl, Puplinge, depuis 2015 ;
Dr. phil. nat. Thomas Kohler, directeur associé du Centre for Development and Environment, Université de Berne, Rüfenacht, depuis 2010 ;
Ruth Rauch, lic. rer. pol., coach et conseillère en développement organisationnel, Berne, depuis 2004 ;
Marianne Roth, conseillère en communication interculturelle, conseillère RP, Zurich, depuis 2009 ;
Carlo Sommaruga, juriste et conseiller national GE, Genève, depuis 2010 ;

COMITÉ DIRECTEUR DE SWISSAID

Caroline Morel, ethnologue, directrice ;
Jeremias Blaser, Dr. en sciences politiques, département coopération au développement ;
Monika Uhlmann, économiste d'entreprise, département finances & logistique ;
Jon Andrea Florin, lic.phil.I, département information & recherche de fonds ;
Catherine Morand, juriste, journaliste, Antenne romande.

Vous trouverez plus d'informations concernant ces différentes personnes sur leurs sites Internet.

Tableau des flux de trésorerie

Annexe 9

Afflux de capitaux issus de l'exploitation	2016	2015
Résultat annuel avant le résultat des fonds	- 841 148	- 43 210
Augmentation/diminution de l'avoir à l'étranger en monnaie étrangère	- 8 038	- 12 251
Amortissement sur les immobilisations corporelles	179 949	144 531
Modifications provisions	261 173	45 291
Augmentation (-)/diminution des créances et des promesses de financement	- 2 400 080	- 308 736
Augmentation (-)/diminution des stocks	- 55 982	247 237
Augmentation (-)/diminution des actifs de régulation	- 15 147	- 161 746
Augmentation/diminution (-) des créanciers	76 460	132 369
Augmentation/diminution (-) des engagements pour les programmes Sud	1 448 352	- 122 999
Augmentation/diminution (-) des passifs de régulation	45 372	178
Flux de capitaux tirés de l'exploitation	- 1 309 088	- 79 336
Flux de capitaux issus de l'investissement		
Investissements (-)/désinvestissements immobilisations corporelles	- 242 657	- 44 540
Investissements (-)/désinvestissements immobilier	-	-
Investissements (-)/désinvestissements prêts	-	-
Flux de capitaux tirés de l'investissement	- 242 657	- 44 540
Flux de capitaux issus du financement		
Fonds pour le Tiers Monde	- 15 705	- 56 999
Prêt passif	-	-
Flux de capitaux tirés du financement	- 15 705	- 56 999
AUGMENTATION (+)/DIMINUTION (-) DES CAPITAUX	- 1 567 450	- 180 875
Fonds liquidités (titres inclus) 1.1.	30 914 111	31 094 986
Fonds liquidités (titres inclus) 31.12.	29 346 661	30 914 111

Annexe aux comptes annuels

- 0. Nombre de postes équivalents temps plein** Le nombre de postes équivalents temps plein sur l'année ne dépasse pas 250 personnes.
- 1. Principes généraux de présentation des comptes** La présentation des comptes est conforme aux recommandations relatives à la présentation des comptes SWISS GAAP RPC 21/RPC au Code suisse des obligations, aux dispositions du ZEW0 (service spécialisé des organisations d'utilité publique collectant des dons) ainsi qu'aux statuts de la fondation. L'exercice comptable a été réalisé en tenant compte du principe du solde brut, en indiquant les gains et les pertes directement dans le compte d'exploitation. Les calculs des coûts ne sont pas tous comparables avec ceux de l'année dernière, les comptes ayant été adaptés au nouveau droit comptable et le calcul des coûts affinés.
- 2. Périmètre de consolidation** Les comptes des bureaux de coordination en charge de la mise en oeuvre des programmes au Sud sont intégrés au présent rapport annuel, tout comme les comptes de l'association SWISSAID Genève. En outre, SWISSAID ne dispose pas de filiale ou d'institution partenaire sur lesquelles elle exerce une influence prépondérante.
- 3. Organisations proches** Les organisations et institutions suivantes sont proches de SWISSAID : Alliance Sud (Communauté de travail des œuvres d'entraide SWISSAID, Action de Carême, Pain pour le prochain, Helvetas, Caritas, EPER), Association SWISSAID Genève, Fondation Max Havelaar, Groupe suisse de travail sur le génie génétique (SAG) ainsi que StopOGM. Alliance Sud reçoit contractuellement 363 600 francs sur le budget annuel. En ce qui concerne les autres organisations, SWISSAID est représentée au sein de leur comité, sans pour autant leur octroyer de contribution financière. Le soutien en nature de la part de tiers à SWISSAID est une part accessoire du résultat total, et de ce fait, n'apparaît pas dans le décompte.
- 4. Principes d'établissement du bilan et d'évaluation**
- Titres:** Valeur du marché à la date du bilan.
Devises étrangères: Cours de devises à la date du bilan.
Prêts, créances et promesses de financement: Valeur nominale.
Participation: Valeur d'acquisition, déduction faite des amortissements nécessaires.
Immobilier en Suisse: Valeur d'acquisition, déduction faite des amortissements planifiés. Les terrains ne sont pas amortis. Durée d'utilisation : 75 ans.
Immobilier à l'étranger: Valeur d'acquisition, déduction faite des amortissements planifiés. Durée d'utilisation : 25 ans.
Mobilier, machines et installations: Valeur d'acquisition, déduction faite des amortissements planifiés. Durée d'utilisation : mobilier 10 ans, installations informatiques 3 ans, machines 3 à 6 ans. Seuil d'activation : CHF 3000 (installations informatiques CHF 1000)

5. Explications relatives au bilan

	31.12.2016	31.12.2015
5.1 Liquidités		
Caisses/Postfinance/Banques en Suisse	8 514 261	11 811 589
Banques à l'étranger	692 726	566 454
Total liquidités	9 206 987	12 378 043
	Valeur	Valeur
5.2 Titres	marchande 2016	marchande 2015
Obligations	12 228 091	12 159 978
Actions	7 911 583	6 376 090
Total titres	20 139 674	18 536 068
	31.12.2016	31.12.2015
5.3 Créances et promesses de financement		
Avoir impôt anticipé	48 274	44 726
Avoir sur livraisons	26 033	12 611
Promesse de contribution de la Chaîne du Bonheur	60 444	60 444
Promesse de contribution du consortium eau	131 631	376 068
Promesse de contribution projet Karité Arachide	420 660	420 660
Promesse de contribution KSP EC	186 307	310 484
Promesse de contribution Upsmall Grants	2 760 672	-
Prêts à des collaborateurs	68 522	77 470
Total créances et promesses de financement	3 702 543	1 302 463
	31.12.2016	31.12.2015
5.4 Prêts		
Claro fair trade AG	250 100	250 100
Total prêts	250 100	

5.5 Participation à la valeur nominale	31.12.2016	31.12.2015
Actions nominatives Claro fair trade AG	92 272	92 272
Titres de participation Fonds international de Garantie, Genève	96 000	96 000
Remei AG	10 000	10 000
Actions à droit de vote simple Banque Alternative Suisse (BAS)	20 000	20 000
Total participations	218 272	218 272

Il existe un passif éventuel dans la part des US\$ 6000 des titres de participation Fonds International de Garantie, Genève (FIG). Ces titres servent de garantie à une ancienne organisation partenaire (ADIM) au Nicaragua pour un prêt de US\$ 70 000 auprès d'une banque locale.

5.6 Aperçu des immobilisations corporelles	Equipements et installations	Terrains et constructions en Suisse	Immeubles à l'étranger
Valeurs d'acquisition au 1.1.2016	586 849	1 040 000	603 006
Investissements 2016	242 657	-	-
Correction des amortissements 2016	- 48 292	-	-
Valeurs d'acquisition au 31.12.2016	781 214	1 040 000	603 006
Cumul des amortissements au 1.1.2016	347 702	294 632	407 274
Amortissements 2016	137 195	22 074	20 680
Correction des amortissements 2016	- 48 292	-	-
Amortissements au 31.12.2016	436 605	316 706	427 954
Immobilisations corporelles nettes au 31.12.2016	344 609	723 294	175 052
Valeur de l'assurance incendie	775 000	1 600 000	-

5.6 Aperçu des immobilisations corporelles année précédente	Equipements et installations	Terrains et constructions en Suisse	Immeubles à l'étranger
Valeurs d'acquisition au 1.1.2015	556 942	1 040 000	603 006
Investissements 2015	44 540	-	-
Correction des amortissements 2015	- 14 633	-	-
Valeurs d'acquisition au 31.12.2015	586 849	1 040 000	603 006
Cumul des amortissements au 1.1.2015	260 558	272 558	386 594
Amortissements 2015	101 777	22 074	20 680
Correction des amortissements 2015	- 14 633	-	-
Amortissements au 31.12.2015	347 702	294 632	407 274
Immobilisations corporelles nettes au 31.12.2016	239 147	745 368	195 732
Valeur de l'assurance incendie	775 000	1 600 000	-

5.7 Fonds étrangers à court terme

Capital engagé dans les projets de programmes au Sud : en règle générale, les projets en cours se basent sur des contrats de coopération avec les organisations partenaires. Nous renonçons à présenter séparément les engagements contractés à court et à long terme au titre de projets. SWISSAID se base pour la réalisation des projets sur les besoins des organisations partenaires. Le moment de l'utilisation des fonds ne peut donc être défini avec précision. En général les projets sont mis en œuvre en un à deux ans.

Pays	Engagements 1.1.2016	Projets approuvés 2016	Fonds dépensés pour projets 2016	Fonds libérés provenant de décomptes de projets	Engagements 31.12.2016
Inde	1 970 731	1 610 141	1 510 162	640 948	1 429 762
Myanmar	2 301 957	5 063 739	1 569 796	496 845	5 299 055
Tchad	1 474 075	1 176 415	1 248 440	123 003	1 279 047
Niger	3 555 123	2 076 061	2 357 498	211 337	3 062 349
Guinée-Bissau	962 374	1 148 639	902 902	91 057	1 117 054
Tanzanie	882 364	985 587	858 236	164 259	845 456
Afrique	18 639	–	– 2 205	20 844	–
Nicaragua	1 535 559	1 716 015	1 451 483	33 504	1 766 587
Colombie	2 389 623	884 859	1 160 854	314 012	1 799 616
Equateur	1 606 162	1 304 085	1 313 741	50 473	1 546 033
Total engagements à l'étranger	16 696 607	15 965 541	12 370 907	2 146 282	18 144 959
Constitution des provisions conf. à 5.8.		+ 264 518			
Total projets à l'étranger		16 230 059			

5.7 Fonds étrangers à court terme année précédente

Pays	Engagements 1.1.2015	Projets approuvés 2015	Fonds dépensés pour projets 2015	Fonds libérés provenant de décomptes de projets	Engagements 31.12.2015
Inde	2 297 901	1 458 909	1 269 726	516 353	1 970 731
Myanmar	1 736 875	1 787 140	937 758	284 300	2 301 957
Tchad	1 217 324	1 459 156	1 080 109	122 296	1 474 075
Niger	3 800 932	1 159 609	1 198 133	207 285	3 555 123
Guinée-Bissau	964 478	1 055 446	967 646	89 904	962 374
Tanzanie	908 315	737 819	690 477	73 293	882 364
Afrique	57 262	–	38 623	–	18 639
Nicaragua	1 731 751	1 425 847	1 517 628	104 411	1 535 559
Colombie	2 201 412	1 528 683	1 128 810	211 662	2 389 623
Equateur	1 903 356	1 301 597	1 421 936	176 855	1 606 162
Total engagements à l'étranger	16 819 606	11 911 206	10 250 846	1 786 359	16 696 607
Constitution des provisions conf. à 5.8.		+ 76 984			
Total projets à l'étranger		11 991 190			

5.8 Tableau des provisions	Situation 1.1.2016	Diminutions 2016	Augmentations 2016	Situation 31.12.2016
Provision pour projets non comptabilisés à l'étranger	78 527	-	264 518	343 045
Provision pour obligations liées au personnel	124 816	3 345	-	121 471
Total provisions	328 159	3 345	264 518	464 516

5.8 Tableau des provisions année précédente	Situation 1.1.2015	Diminutions 2015	Augmentations 2015	Situation 31.12.2015
Provision pour projets non comptabilisés à l'étranger	1 543	-	76 984	78 527
Provision pour obligations liées au personnel	111 409	-	13 407	124 816
Total provisions	45 100	45 100	-	-
	158 052	45 100	90 391	203 343

5.9 Réserve de fluctuation, titres et devises

Le niveau minimal visé dépend des dispositions du règlement interne et est entièrement cumulé.

6. Indemnités des instances de direction

Défraiement de la présidence du Comité du Conseil de fondation (SRA) : Défraiement du président : forfait de CHF 6000 par année.

Défraiement du président : forfait de CHF 2000 par année.

Rémunération de la direction : Coût total des salaires de la direction (5 pers.) CHF 629 850 par année.

Jetons de présence SRA : Demi-journée de réunion CHF 200, journée entière de réunion CHF 300.

Frais en Suisse et à l'étranger : Les frais sont remboursés sur la base de justificatifs.

Total des défraiements du SRA : CHF 22 060 (défraiements, jetons de présence, frais, déduction faite des dons) pour 2016

Dont défraiement du président : CHF 8400 (défraiements, jetons de présence, frais, déduction faite des dons) pour 2016

Indemnités des instances de direction année précédente

Défraiement de la présidence du Comité du Conseil de fondation (SRA) : Défraiement du président : forfait de CHF 6000 par année.

Défraiement du président : forfait de CHF 2000 par année.

Rémunération de la direction : Coût total des salaires de la direction (5 pers.) CHF 680 565 par année.

Jetons de présence SRA : Demi-journée de réunion CHF 200, journée entière de réunion CHF 300.

Frais en Suisse et à l'étranger : Les frais sont remboursés sur la base de justificatifs.

Total des défraiements du SRA : CHF 21 700 (défraiements, jetons de présence, frais, déduction faite des dons) pour 2015

Dont défraiement du président : CHF 7600 (défraiements, jetons de présence, frais, déduction faite des dons) pour 2015

7. Explications au sujet du compte d'exploitation

7.1 Contributions affectées à des projets définis

La justification de l'utilisation des fonds s'effectue dans le cadre de la comptabilité des projets et fait l'objet d'une révision.

	2016	2015
Contributions des communes à des projets définis	131 500	39 351
Contributions des cantons et fonds de loteries à des projets définis	304 080	446 200
Contributions des fondations à des projets définis	644 246	754 690
Contributions de paroisses, personnes privées et PME à des projets définis	821 000	690 298
Fonds récoltés dans les pays du Sud	54 311	129 927
Autres contributions aux projets	592 779	600 793
Total dons affectés à des projets définis	2 547 916	2 661 259

7.2 Autres produits d'exploitation	2016	2015
Vente de matériel et d'articles cadeaux	75 262	97 426
Honoraires	6 500	12 238
Autres produits divers	518	296
Total autres produits d'exploitation	82 280	109 960

7.3 Charges d'exploitation

Le calcul des frais administratifs ainsi que des frais promotionnels et de recherche de fonds a été établi en utilisant la méthodologie du ZEWO de juin 2011.

	Suivi des programmes au Sud	Suivi des programmes en Suisse	Recherche de fonds et dépenses promotionnelles	Frais administratifs
Dépenses programme	14 083 778	1840761	1825822	141641
Frais de personnel	1752 648	1109382	453522	881027
Frais de matériel	284 502	176 874	118 935	247 009
Amortissements	29 737	8 921	5 947	36 943
Total charges d'exploitation	16 150 665	3 135 938	2 404 226	1 306 620

7.3 Charges d'exploitation année précédente	Suivi des programmes au Sud	Suivi des programmes en Suisse	Recherche de fonds et dépenses promotionnelles	Frais administratifs
Dépenses programme	10 204 831	2 020 267	1 828 350	136 887
Frais de personnel	1 445 846	1 101 939	358 945	866 826
Frais de matériel	251 182	187 886	127 241	219 363
Amortissements	25 732	7 720	5 146	34 940
Total charges d'exploitation	11 927 591	3 317 812	2 319 682	1 257 517

7.4 Résultat financier	2016	2015
Gains réalisés et plus-values boursières actions/fonds	100 470	89 933
Gains réalisés et plus-values boursières obligations	133 799	186 910
Gains réalisés liquidités	34 601	33 109
Gains et plus-values boursières non réalisés	624 334	479 318
Gains et plus-values boursières obligations non réalisés	16 155	- 179 432
Plus-value des devises étrangères	12 247	21 828
Honoraires gestion des biens et frais de dépôt	- 99 897	- 96 431
Frais bancaires et taxes sur les transactions	- 69 773	- 64 108
Total résultat financier	751 937	471 126

7.5 Autres produits imputables à une autre période comptable	2016
Caisse maladie Atupri, participation à l'excédent 2013-15	9 971
AVS/OFEV, remboursement de la taxe sur le CO ₂ 2014	1 950
Résultat étranger à l'entreprise	11 921

7.5 Autres produits imputables à une autre période comptable	2015
Banque Coop, remboursement indemnités de distribution	399
USPF, Brugg, règlement du solde Dialogue des paysannes 2015	3 584
Caisse fédérale de compensation, décompte complémentaire 2015	690
AVS/OFEV, remboursement de la taxe sur le CO ₂ 2013	1 909
Dissolution provision cas «plantes promotionnelles»	29 287
Résultat étranger à l'entreprise	35 870

8. Explications relatives au tableau de variation du capital	La répartition des fonds se base sur le règlement des fonds des Swiss GAAP RPC. Les obligations pour les projets de développement diminuent le fonds programme SWISSAID. Conformément aux directives de la DDC, le fonds DDC affecté à des projets est indiqué. Les réserves de fluctuations minimales sur les cours ont été couvertes.									
9. Explications relatives au tableau des flux de trésorerie	Sont considérés comme fonds les liquidités et les titres constituant une réserve de liquidités.									
10. Analyse des risques	Le comité directeur réalise périodiquement une analyse des risques. Les mesures à prendre qui en découlent sont ensuite discutées avec le Comité du Conseil de fondation et mises en œuvre.									
11. Fonds pour le Tiers Monde	Dans le «Fonds pour le Tiers Monde», les fonds de tiers pour les projets sont administrés fiduciairement.									
12. Fonds DDC	La contribution aux programmes de la DDC non encore utilisée apparaît dans les comptes annuels 2016. La date du calcul est fixée au 31.12. de l'année concernée.									
13. Dettes envers institutions de prévoyance	<table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th style="text-align: right;">31.12.2016</th> <th style="text-align: right;">31.12.2015</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>GEPABU (inclus dans les créanciers)</td> <td style="text-align: right;">10 533</td> <td style="text-align: right;">5 396</td> </tr> <tr> <td>Publica (inclus dans les créanciers)</td> <td style="text-align: right;">87</td> <td style="text-align: right;">-</td> </tr> </tbody> </table>		31.12.2016	31.12.2015	GEPABU (inclus dans les créanciers)	10 533	5 396	Publica (inclus dans les créanciers)	87	-
	31.12.2016	31.12.2015								
GEPABU (inclus dans les créanciers)	10 533	5 396								
Publica (inclus dans les créanciers)	87	-								
14. Autres dettes provenant de contrats d'achat de baux et d'autres engagements de leasing, pour autant que ceux-ci ne prennent pas fin ou soient résiliés dans les 12 mois suivant la date de clôture.	<table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th style="text-align: right;">31.12.2016</th> <th style="text-align: right;">31.12.2015</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Bail Lorystrasse 6a, jusqu'au 30 novembre 2018</td> <td style="text-align: right;">215 050</td> <td style="text-align: right;">327 250</td> </tr> </tbody> </table>		31.12.2016	31.12.2015	Bail Lorystrasse 6a, jusqu'au 30 novembre 2018	215 050	327 250			
	31.12.2016	31.12.2015								
Bail Lorystrasse 6a, jusqu'au 30 novembre 2018	215 050	327 250								

Tous nos remerciements !



« Asante », veut dire merci en swahili, une des principales langues parlées en Tanzanie.

Nous remercions très chaleureusement tous nos donateurs et donatrices pour leur généreux soutien en 2016. Votre engagement et votre solidarité nous permettent de venir en aide aux plus démunis dans les pays du Sud. En plus du soutien de nos nombreux donateurs privés, nous avons la chance de pouvoir bénéficier de l'appui d'entreprises qui nous fournissent leurs services à tarif préférentiel ou gratuitement. Nous pouvons également compter sur de nombreuses institutions, cantons, communes,

paroisses et groupes de travail. Nous remercions tout particulièrement : La Direction du développement et de la coopération (DDC), la Fédération genevoise de coopération (FGC) et la Fédération vaudoise de coopération (FEDEVACO).

Les cantons :

Argovie, Appenzell-Rhodes Extérieures, Bâle-Ville, Berne, Glaris, Schaffouse, Schwyz, Thurgovie, Uri et Valais.

Les entreprises et fondations :

St. Anna Stiftung, Atinova AG, Leopold Bachmann Stiftung, Banque nationale suisse, Julius Bär Stiftung, Client Systems AG, Stiftung Caritatis, Charisma Stiftung für nachhaltige Entwicklung, Stiftung Corymbo, Stiftung Drittes Millennium, Stiftung Esperanza, Georg Fischer Jubiläumstiftung, Fondation Gertrude Hirzel, Hauck + Aufhäuser AG, Link Institut, Medicor Foundation, Coopérative Migros, Le Petit Paradis, QoQa Services SA et sa Qommunauté de clients, Schindler AG, Ernst Schweizer AG, Gemeinnützige Stiftung Symphasis, Stiftung Temperatio, Think + Build Velo Solutions, Victorinox AG, Von Duhn Stiftung, Vivere Urbane AG et Vontobel Stiftung.

Les villes et communes :

Bremgarten b. Bern, Belp, Coire, Cressier FR, Elgg, Frauenfeld, Fribourg, Hombrechtikon, Maur, Neuchâtel, Rüschtikon, Soleure, Sursee et Zurich.

Les paroisses et associations :

Paroisse de Jona et de Münsingen, Association SWISSAID Genève ainsi que le groupe de travail Tiers-Monde Rümlang.

Editeur : SWISSAID, Fondation suisse pour la coopération au développement

Bureau de Berne : Lorystrasse 6a, 3000 Berne 5, téléphone 031 350 53 53, rédaction 031 350 53 73, fax 031 351 27 83, courriel : info@swissaid.ch **Bureau de Lausanne :** Rue de Genève 52, 1004 Lausanne, téléphone 021 620 69 70, fax 021 620 69 79, courriel : info@swissaid.ch **Rédaction :** Pia Wildberger, Catherine Morand, Karin Diennet-Schnider **Rédaction photos :** Eliane Baumgartner **Traduction :** cb service, Lausanne **Couverture :** T. Krupnik/CIMMYT **Conception et mise en page :** Crafft Kommunikation, Zurich

Le Monde SWISSAID paraît au minimum quatre fois par an. Une fois par année, un montant de 5 francs est déduit des dons à titre de taxe d'abonnement afin de pouvoir bénéficier du tarif postal réduit pour les journaux.

Compte postal : CP 30-303-5, IBAN : CH20 0900 0000 3000 0303 5, BIC / SWIFT : POFICHBEXXX

SWISSAID porte le label de qualité du ZEW attribué aux institutions d'utilité publique.

Il atteste d'un usage conforme au but économique et performant des dons.



SWISSAID

**CHANGER
L'AVENIR**